



**Jean-Claude Barbier, The Road to Social Europe. A contemporary approach to political cultures and diversity in Europe, Traduit par Susan Gruenheck Taponier (Routledge, London-New York, coll. « European Sociological Association Studies in European Societies » 2012), p. 220**

Adamo, Silvia

*Published in:*  
Revue Française de Socio-Economie

*Publication date:*  
2013

*Document version*  
Også kaldet Forlagets PDF

*Citation for published version (APA):*  
Adamo, S. (2013). Jean-Claude Barbier, The Road to Social Europe. A contemporary approach to political cultures and diversity in Europe, Traduit par Susan Gruenheck Taponier (Routledge, London-New York, coll. « European Sociological Association Studies in European Societies » 2012), p. 220. *Revue Française de Socio-Economie*, 2(12), 273-276. <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2013-2.htm>

sociologiques qui se jouent dans cette Cité de l'attention. L'objectif de cette quatrième partie est de souligner les différentes formes que peut prendre l'attention selon les mondes sur lesquels elle s'appuie. Le premier terrain porte sur les usages qu'une quinzaine de consommateurs au budget modeste font d'une série de dispositifs marchands. Il ressort de cette enquête que les cartes de fidélité, les coupons de réduction et les sites Internet viennent capter l'attention des participants de façon à orienter significativement l'organisation de leurs activités de consommation. L'attention vigilante circulerait plutôt dans le monde marchand. Le deuxième terrain repose sur l'étude de sites d'échange de maison dans les activités touristiques. Ici, l'attention des participants ne porte plus tellement sur les termes de l'échange, mais vient plutôt compléter la prestation pour la rendre plus agréable. Cette étude montre ainsi que les petites attentions, comme ranger et nettoyer l'espace domestique, sont autant de moyens d'agréments les biens et services échangés. Ainsi, le geste attentionné circulerait plutôt dans le monde domestique. Le troisième terrain porte sur les usages que les personnes font des sites de rencontre sur Internet. Cette fois-ci, l'objet de convoitise n'est plus le bien marchand, mais la personne. Il ressort néanmoins que les jeux d'attention sont tout aussi importants puisque, pour sortir du système d'échange, les partenaires doivent réussir à se concentrer sur une personne unique. Emmanuel Kessous montre alors que les sites de rencontre sur Internet ne favorisent pas toujours ce basculement d'attention.

Pour conclure, la sociologie des données personnelles d'Emmanuel Kessous expose avec justesse la place que tient l'économie de l'attention dans le capitalisme cognitif propre à la société de l'information. Bien que les théoriciens de l'économie de l'attention aient tendance à considérer la valeur de l'attention comme une forme de monétarisation du « temps de cerveau disponible » [p. 283], Emmanuel Kessous montre que celle-ci ne s'y réduit pas. Car, le développement de l'économie de l'attention « signale l'apparition d'un monde où l'attention fait l'objet d'un marché certes, mais sa rareté en fait aussi, dans un tel contexte, un signe de reconnaissance pour celui ou celle sur lequel elle se porte. Et c'est cette double propriété qui permet aux acteurs de s'investir dans la promotion de soi, l'autoproduction de contenu et qui entrouvre la possibilité de nouvelles répartitions des richesses (symbolique et économique) » [p. 283]. En outre, l'auteur affirme qu'en faisant de l'attention un bien économique, les acteurs tendent à bafouer le principe de commune humanité transverse aux Cités. C'est pourquoi

« l'attention au monde » d'Emmanuel Kessous permet avant tout de désigner le regard politique que portent « tous ceux qui se sentent concernés par les affaires économiques et sociales d'un monde commun où la régulation par les règles, justes et reconnues comme telles, perd jour après jour son caractère prédominant » [p. 299].

Certes, l'ouvrage aurait gagné à examiner plus concrètement comment les acteurs de l'offre et de la demande coproduisent les dépôts d'attention et quels sont *in fine* les usages qu'ils en font. Cela aurait permis de mieux rendre compte des mécanismes empiriques de la mise en marché de l'attention et de ses implications matérielles et humaines. Un manque qui devrait cependant être rapidement comblé par d'autres travaux. En conclusion, *L'attention au monde* devrait intéresser l'ensemble des chercheurs, professionnels et plus largement consommateurs-usagers, qui se sentent concernés par le développement de l'économie de l'attention et par la problématique de la protection des données numériques à caractère personnel.

**Jean-Sébastien VAYRE**

CERTOP, Université Toulouse 2-Le Mirail  
jean-sebastien.vayre@univ-tlse2.fr

**Jean-Claude BARBIER**

*The Road to Social Europe. A contemporary approach to political cultures and diversity in Europe*

Traduit par Susan Gruenheck Taponier.  
Routledge, London-New York, coll. « European Sociological Association Studies in European Societies », 2012, 220 p.

Cet ouvrage reprend l'édition française<sup>7</sup> parue en 2008 (PUF), dont Jean-Claude Barbier a complètement revu et réactualisé le manuscrit quand cela s'avérait nécessaire. La préface est entièrement renouvelée et la conclusion a également été révisée. Ainsi, en dépit des transformations et des crises profondes qu'a traversées le monde depuis la première édition en français, l'ouvrage reste d'actualité. Le livre demeure une contribution majeure sur des questions importantes de la protection sociale, de la solidarité et de la diversité culturelle en Europe. Sujet bien difficile à saisir et problème controversé de la politique

<sup>7</sup> La longue marche vers l'Europe sociale, PUF, Paris, coll. « Le Lien social », 2008, 179 p.

européenne, la protection sociale est conçue ici comme partie intégrante d'un volet plus large que l'auteur aborde en la reliant aux cultures politiques et à la diversité linguistique en Europe. Cette forme originale d'articulation de la protection sociale est l'une des idées-forces du livre.

Les huit chapitres sont regroupés en trois parties. La première partie nous plonge dans le vif du sujet : la protection sociale en Europe. Le premier chapitre traite du problème de la langue et de la traduction des concepts en montrant les différences qui existent entre l'« État-providence », la « sécurité sociale » et la « protection sociale ». Alors que les deux premières expressions demeurent intimement liées au contexte national dans lequel elles se sont développées, la troisième, la protection sociale, est un concept plus universel, forgé par des liens sociaux qui « relient la politique à l'État, aux questions de redistribution, à la famille en tant qu'institution, aux activités collectives ou communautaires indépendantes de l'État<sup>8</sup> ». Comme telle, cette notion fonctionne mieux dans le contexte européen que les deux autres. Illustrant cette analyse par des exemples faisant appel à d'autres notions comme la « question sociale » et « la société salariale », l'auteur montre que la déclinaison du même concept dans les différentes langues illustre bien la difficulté qu'il y a à traduire des notions qui s'enracinent dans l'histoire et la culture de chaque nation. Les notions représentent des « acceptions socialement partagées » qui dépendent – sont issues – de la politique, de l'histoire et du contexte national, et donc qui ne sont pas facilement traduisibles ou transférables d'un pays européen à un autre.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur aborde plus en détail comment protection sociale et solidarité sont indéfectiblement liées à la nation, en soulignant les raisons pratiques, culturelles et politiques qui conduisent à cette assertion. Selon cette optique, la protection sociale implique l'existence d'un territoire dont une communauté nationale accepte de partager les ressources en raison d'une relation de solidarité unissant tous ses membres. Ainsi, la notion de protection sociale requiert une définition sociologique de la nation [p. 22-23], ce qui suppose de tenir compte de phénomènes objectifs et subjectifs. Les citoyens et les organismes collectifs (syndicats, partis politiques, associations, etc.) soutiennent et participent à la solidarité partagée d'une nation donnée, et exigent donc des débats politiques et

le dialogue pour prendre les décisions en matière de protection sociale. Cela permet de comprendre pourquoi la solidarité au niveau de l'EU, bien que recherchée et supposée dans de nombreux documents de politique européenne, demeure fort éloignée. La solidarité exige « l'identification » [p. 26-29], en d'autres termes l'appartenance à une communauté nationale, processus difficilement transférable au plan européen ; il y a très peu de citoyens qui se considèrent d'abord et avant tout européens et membres d'une nation qu'à titre secondaire. Ce volet de réflexion devrait être difficile à accepter par ces élites qui ont envie de réduire le poids de la nation dans l'UE ; ignorer le caractère désagréable de cette vérité ne la fait pas disparaître pour autant. Le chapitre contient une section très intéressante sur « l'ancrage pragmatique de la protection sociale », tel qu'il ressort de la langue, du territoire physique et du droit à travers lesquels la protection sociale est mise en œuvre.

Cette première partie se clôt par un survol des initiatives prises dans le domaine de la protection sociale en Europe au cours du demi-siècle écoulé depuis 1957 (chapitre 3). Ce chapitre, très intéressant, ne se contente pas de présenter les politiques et instruments adoptés au plan européen (où l'on distingue trois périodes, voir p. 46-61), mais il aborde les évolutions et la logique qui sous-tend ces politiques censées introduire ce que l'on appelle le « modèle social européen ». Ce système fait le lien entre les dispositions européennes et nationales, non seulement en matière de la sécurité sociale, mais aussi pour « un vaste ensemble de dispositions relatives au droit du travail et à l'emploi, ainsi que les termes présidant aux négociations au cœur des relations professionnelles, la politique agricole et l'harmonisation des cursus universitaires, etc.<sup>9</sup> ». Ce secteur de la protection sociale au niveau de l'UE porte le sceau de la logique économique initiale du Traité de Rome mettant le statut des droits sociaux à la remorque du marché – ne les imposant donc pas avec la même force que les droits économiques. De surcroît, la protection sociale dans l'UE a toujours été formulée, dès le début, comme une prérogative nationale que les États membres conservent, notamment pour des raisons politiques pendant les périodes électorales. Enfin, l'auteur souligne le rôle de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) dans l'élaboration des principes juridiques qui ont

<sup>8</sup> «Connect[s] politics and the state, economic redistribution, the family institution and communitarian or collective activities independent of the state» [p. 14].

<sup>9</sup> « A vast set of labor law and employment provisions, as well as the terms governing labor-management negotiations, agricultural policy, harmonized educational curricula, etc. »

aussi un impact direct sur les lois nationales de la protection sociale, en vue d'aplanir les obstacles dressés face aux libertés économiques (par une intégration négative). Ces traits contribuent, selon l'auteur, à la forme actuelle qu'a prise aujourd'hui la dimension sociale de l'Europe. Le chapitre fourmille d'informations et offre une évaluation équilibrée de la Méthode ouverte de coordination (MOC), de l'absence de convergence des politiques sociales nationales et également des résultats obtenus grâce aux nombreux efforts déployés au plan européen.

La deuxième partie développe une analyse théorique (sociologique) de la diversité culturelle en Europe. Cette partie est destinée à présenter une approche méthodologique rigoureuse pour aborder la question de la solidarité en Europe. Le chapitre 4 développe une discussion sur la diversité culturelle que l'auteur qualifie de « théoriquement ardue ». On ne peut en effet difficilement se battre en adoptant la position que traiter de la culture représente un effort surhumain. Se lancer dans l'analyse comparative (en recourant souvent à la médiatisation par l'anglais) peut aboutir à construire des typologies et des catégories qui sont dénuées du moindre lien significatif avec le contexte culturel dans lequel elles prennent leur sens. Barbier plaide au contraire pour des analyses approfondies qui tiennent compte des spécificités culturelles, de la culture politique, de la langue, et de l'histoire quand on recourt à des comparaisons de cas. La diversité devrait être pleinement reconnue et la « variable culture » devrait faire partie de la « *macro-causal analysis* » [p. 74] qui, de façon plus féconde qu'à travers la comparaison de typologies, révèle les cultures politiques, en examinant leur contexte historique et l'évolution des institutions sociétales au sein de la nation.

L'antagonisme entre universalisme et culturalisme est au cœur du chapitre 5. Le débat doit parvenir à peser sur l'action politique en Europe [p. 76], et l'auteur examine les principales contributions des deux courants de cette « querelle » stérile. Le débat touche également l'économie, discipline vers laquelle se tournent de nombreux « entrepreneurs » en proposant de nouveaux instruments, notamment dans le domaine de la protection sociale en Europe ; or l'auteur juge l'économie insensible et « la moins capable de saisir la nature complexe de la politique » [p. 84]. Barbier plaide pour des lignes directrices spécifiques [p. 88-92] qui pourraient guider le travail des chercheurs à faire une analyse approfondie de la protection sociale et de la diversité en Europe (lignes que nous mentionnons en passant) : tenir compte de l'approche économique ; favoriser

l'interdisciplinarité entre les sciences sociales ; organiser leur coopération selon divers niveaux d'abstraction ; et enfin, mettre au jour le contexte particulier, avec les valeurs, les normes et les cultures politiques dont émanent les pratiques de protection sociale.

Dans le dernier chapitre de cette partie, Barbier analyse les principes éthiques et normatifs qui doivent présider à l'analyse sociologique comparative (chapitre 6). On peut y voir une sorte de « manifeste méthodologique » qu'adopte l'auteur et qui éclaire les principes et les méthodes qu'il considère essentiels pour une analyse en sciences sociales, recherchant « davantage de clarté et de vérité » dans les cultures sociales européennes [p. 95]. Les deux impératifs éthiques qui doivent guider la recherche en sciences sociales sont « le respect de l'Autre » et « l'objectivité et la neutralité axiologique » [p. 96-98]. Ces prémisses jointes aux normes pratiques de recherche, visant à garantir l'indépendance de la sociologie comparative vis-à-vis de la politique, sont des règles et des principes qui peuvent être utilisés avec profit au-delà de la seule protection sociale – et au-delà du domaine de la sociologie devrais-je ajouter.

La troisième et dernière partie discute le rôle des cultures politiques dans l'intégration européenne. Il s'agit de montrer que cette dernière ne pourra pas réellement se réaliser tant qu'elle sera à la remorque des préférences économiques et fonctionnelles prônées jusqu'ici dans les politiques sociales européennes. Cette dernière partie expose des perspectives théoriques plus contestables et il peut être parfois difficile pour le lecteur peu versé dans la sociologie d'en suivre le raisonnement. Le chapitre 7 est consacré à la pertinence de la culture politique et de la langue. Comme le souligne Barbier, la langue est à la fois code et signification. On nous y montre également pourquoi la langue est essentielle en politique, dans la mesure où c'est au travers de la langue que nous construisons le « sens collectif » qui contribue à la construction des cultures politiques et, de là, à celle des institutions politiques [p. 108-111]. La culture politique est ainsi définie comme « le cadre contextuel de la politique, la façon dont les institutions, les principes hiérarchiques et les conflits sont perçus ; elle produit l'identification, tel le sentiment d'appartenance [...] » [p. 117]. Il est également important de noter que les cultures politiques sont perméables aux influences et qu'elles ne sont pas immuables. Barbier propose un diagramme utile de son cadre théorique montrant comment les cultures politiques surgissent dans une communauté politique nationale et se concrétisent en pratiques et institutions formelles

dotées d'un « effet sociétal » [p. 114]. Aborder la question de l'Europe sociale revient à constater que nous n'avons pas encore la possibilité de développer une culture politique européenne et que ce retard est notamment imputable à la diversité linguistique et culturelle. Comme nous l'avons vu, les analyses comparatives superficielles ne sont d'aucune utilité dans cette tentative si elles ne prennent pas en compte les cadres historique et culturel où a évolué une institution particulière de la protection sociale (un exemple de la manière dont on peut le faire est donné p. 120).

Que peut-on donc faire pour développer un système de protection sociale cohérent et crédible en Europe ? Le chapitre 8 évalue les programmes européens de solidarité au vu des principes énoncés et des résultats de recherche présentés tout au long de l'ouvrage. Parmi les initiatives qui, selon Barbier, peuvent contribuer à atteindre ce but, une approche plus politisée devrait être adoptée par les institutions européennes, laquelle devrait consister à investir dans une politique culturelle et linguistique paneuropéenne hardie qui puisse soutenir l'activité politique transnationale et rapprocher les différentes cultures nationales. Une autre proposition très intéressante serait d'étendre les possibilités d'échange et de séjour à l'étranger aux apprentis et aux jeunes chômeurs tout comme il faudrait réfléchir sur l'évaluation du rôle de la Cour de justice. Tout compte fait, les réflexions les plus normatives exposées dans ce chapitre inspirent de nouvelles actions politiques possibles – et l'auteur reste évidemment attentif à ce que la sociologie reste distincte de la politique (ce point a été abordé dans le chapitre 6).

Concernant le dernier chapitre, l'auteur a repris les perspectives esquissées dans l'édition française de son livre en 2008, et il les a complétées par l'évaluation des scénarios proposés à la lumière des événements qui se sont déroulés entre ce moment-là et 2012. Particulièrement en temps de crise (que ce soit celle de l'euro ou d'États membres proches de l'effondrement), l'aspiration à davantage de solidarité en Europe devient plus tangible, et savoir comment faire face peut sembler une tâche quasi impossible.

Comme une longue marche est faite de milliers de pas, l'un des nombreux messages que Barbier désire envoyer au lecteur est que le tout premier pas de la « marche vers l'Europe sociale » consiste à cerner les bonnes questions et comprendre que les problèmes de langue et de culture politique revêtent un rôle clé en matière de protection sociale en Europe.

En dépit des nombreux points forts de l'ouvrage, il faut soulever quelques limites. En tant qu'ouvrage sociologique, il est difficile pour de nombreux spécialistes d'autres disciplines de l'évaluer et de voir clairement comment les propositions de l'auteur peuvent être mises en œuvre, notamment dans un cadre juridique. Les débats théoriques de la deuxième partie sont unifiés par l'approche méthodologique dont l'utilisation se limitera aux bases savantes de la sociologie. Le rejet de l'utilisation de l'anglais comme *lingua franca* aurait pu être exploré plus avant. Néanmoins, nombre d'aspects précieux du livre sont à relever. En premier lieu, je voudrais souligner la capacité de l'auteur à exposer avec clarté de nombreux faits et théories qui peuvent être utilisés dans une analyse plus poussée. En second lieu, la grande connaissance de la législation européenne, et tout particulièrement de la jurisprudence, est frappante en tant que contribution sociologique, par sa précision et son envergure. Dans les tentatives interdisciplinaires, il est très difficile de croiser ces lignes méthodologiques invisibles entre les différentes spécialités, mais Barbier y réussit avec élégance en apportant un soin tout particulier aux détails importants – ceux qui paraissent tant importer aux experts juridiques. De bout en bout ressort la recherche rigoureuse et complète, et le livre qui fourmille d'informations procure un grand plaisir de lecture. À ce titre, le livre peut être recommandé non seulement aux spécialistes, mais à toute personne qui s'intéresse à la protection sociale, à la solidarité et à la diversité linguistique et culturelle de l'Europe.

**Silvia ADAMO**

University of Copenhagen

silvia.adamo@jur.ku.dk